



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 21 février 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Commerce de détail, décembre 2006 et année 2006

3

En décembre, les détaillants ont affiché l'augmentation mensuelle la plus élevée des ventes du commerce de détail en neuf ans et des hausses généralisées dans l'ensemble des huit secteurs du commerce de détail. L'essor de cette fin d'année, associé à des ventes exceptionnelles en Alberta, a fait bondir l'ensemble des ventes pour 2006, lesquelles ont atteint leur plus haut taux de croissance annuel depuis 1997.

Étude : Aller chez le médecin, 2005

8

Plus des trois quarts des Canadiens âgés de 18 à 64 ans ont déclaré avoir consulté un médecin au moins une fois en 2004, et le quart avaient consulté un spécialiste. Une nouvelle étude permet de mieux comprendre les facteurs qui entrent en jeu lorsqu'une personne cherche à consulter un médecin ou un spécialiste.

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective

Numéro en ligne de février 2007

Le numéro en ligne de février 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective*, paru aujourd'hui, comporte deux articles.

L'article «Les jeunes retraités» analyse les tendances en matière d'accès à une pension et d'emploi postérieur à la retraite pendant les années 1990 et le début des années 2000. Cet article examine aussi les différences entre les pensionnés et les non-pensionnés quant à la participation au marché du travail, ainsi que l'effet possible d'un encaissement de la pension anticipé sur l'offre de main-d'oeuvre.

L'article «Définir la retraite» examine les difficultés concernant la définition et l'estimation de la retraite, particulièrement dans le contexte d'un besoin croissant en matière de données, vu l'exode imminent de la génération du baby-boom, qui va laisser des postes de travail à combler. L'article se penche sur les différentes méthodes d'estimation appliquées à Statistique Canada et donne des recommandations pour éclairer le débat qui doit déboucher sur des normes internationales.

Le numéro en ligne de février 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 8, n° 2 (75-001-XWF, gratuit) est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour en savoir plus, communiquez avec Henry Pold au 613-951-4608 (henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.



Étude : Deuxièmes naissances ou naissances subséquentes chez les adolescentes, 2003	10
Étude : Les jeunes retraités, 1989 à 2004	10
Grandes entreprises de transport urbain, décembre 2006	11
Agence canadienne d'inspection des aliments : sondage auprès des employés, 2006	12
Nouveaux produits	13

Communiqués

Commerce de détail

Décembre 2006 et année 2006

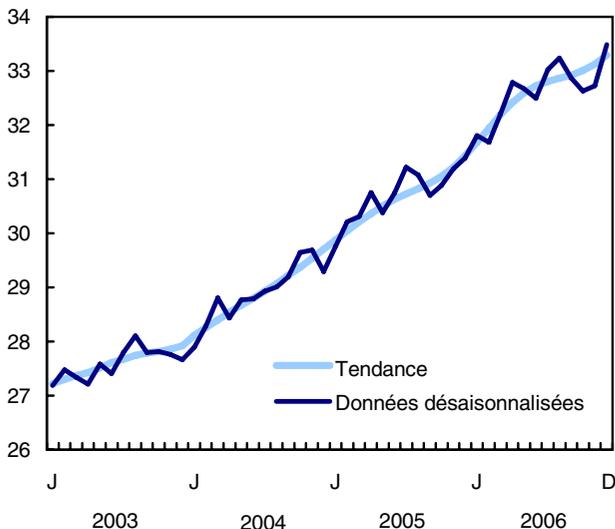
En décembre, les détaillants ont affiché l'augmentation mensuelle la plus élevée des ventes du commerce de détail en neuf ans et des hausses généralisées dans l'ensemble des huit secteurs du commerce de détail. L'essor de cette fin d'année, associé à des ventes exceptionnelles en Alberta, a fait bondir l'ensemble des ventes pour 2006, lesquelles ont atteint leur plus haut taux de croissance annuel depuis 1997.

L'ensemble des ventes au détail ont fait un bond de 2,3 % en décembre, et on estime qu'elles ont atteint 33,5 milliards de dollars, ce qui représente le taux de croissance mensuel le plus élevé depuis décembre 1997. Cette hausse a plus que compensé les pertes observées en septembre et en octobre ainsi que la faible croissance de 0,3 % enregistrée en novembre.

Pour l'ensemble de 2006, les détaillants ont vendu 391,4 milliards de dollars de biens et services, en hausse de 6,4 % par rapport à 2005, soit la meilleure croissance en neuf ans.

Les ventes au détail terminent l'année 2006 en beauté

En milliards de dollars



Le secteur de l'automobile est venu en tête en décembre, ayant affiché une progression des ventes de 3,7 %, ce qui représente plus de la moitié de l'ensemble des hausses du mois. Les ventes des magasins de vêtements et d'accessoires ont augmenté

(+4,9 %) après avoir connu deux mois de baisses, tout comme les ventes des magasins de marchandises diverses (+2,6 %). Ensemble, ces deux secteurs représentent plus du quart de la croissance des ventes au détail en décembre.

Les ventes des détaillants divers (+2,4 %) ont repris après la chute de 2,7 % observée en novembre, mais elles ont été relativement stables en 2006 après avoir fait un bond en janvier. Les magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison ont enregistré une hausse des ventes de 2,3 % en décembre et seulement trois mois de fléchissement des ventes en 2006.

Des augmentations modérées ont été enregistrées par les pharmacies et les magasins de produits de soins personnels (+0,9 %), les magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques (+0,5 %) et les magasins d'alimentation et de boissons (+0,4 %).

Hormis le secteur de l'automobile (qui comprend les ventes des stations-service), les ventes au détail ont augmenté de 1,6 %.

L'effet des prix a été minime en décembre, car même en tenant compte de la variation des prix, les ventes au détail totales étaient encore élevées, ayant enregistré une croissance de 2,1 %. En revanche, la fluctuation des prix a touché les résultats trimestriels. Les ventes nominales ont chuté de 0,3 % au cours du quatrième trimestre de 2006 mais, en termes réels, les ventes ont en fait augmenté de 0,4 %.

Les ventes d'automobiles neuves et la hausse des prix à la pompe permettent au secteur de l'automobile d'afficher une croissance appréciable

Les ventes des concessionnaires d'automobiles neuves ont été solides en décembre, ayant affiché une progression de 3,6 %. L'Enquête sur les ventes de véhicules automobiles neufs a montré que le nombre total de véhicules vendus en décembre était en hausse de 5,6 % par rapport au mois précédent.

La hausse des prix à la pompe a aussi contribué à cette montée en flèche dans le secteur de l'automobile en augmentant notamment les ventes des stations-service de 4,5 %. D'après l'Indice des prix à la consommation, le prix de l'essence a augmenté de 4,1 % au cours de la même période.

Les magasins de vêtements (+4,9 %), les magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et les bijouteries (+4,9 %), les magasins d'articles de sports, de passe-temps, de musique et les librairies (+4,0 %) ainsi que les magasins de marchandises diverses

(+2,6 %) ont tous enregistré des hausses significatives en décembre, épongeant partiellement les pertes observées en octobre et en novembre. Les ventes étaient cependant encore bien en dessous des niveaux record atteints en septembre 2006, après que les ventes au détail ont fait un bond pour chacun de ces types de magasins.

Pour ce qui est du secteur des matériaux de construction et des produits extérieurs pour la maison, les ventes des centres de rénovation et des quincailleries ont progressé de 1,7 % en décembre. Les ventes dans ces magasins ont enregistré des croissances annuelles d'au moins 10 % depuis 2002.

Dans le secteur des magasins d'alimentation et de boissons, les ventes des supermarchés ont crû de 1,0 % en décembre, ce qui représente la plus forte hausse des ventes depuis février 2006. Les ventes dans ce type de magasin ont généralement fléchi depuis l'automne 2005. Mais les baisses enregistrées en ce qui a trait aux ventes des magasins de bière, de vins et de spiritueux (-1,3 %) ainsi que des dépanneurs et des magasins d'alimentation spécialisés (-0,7 %) ont partiellement effacé ces progressions.

Hausse généralisée dans la plupart des provinces et des territoires en décembre

Presque toutes les provinces et tous les territoires ont affiché une hausse des ventes en décembre, à l'exception du Nunavut (-5,0 %). Les ventes en Ontario (+2,9 %) et au Québec (+1,8 %) ont progressé pour un deuxième mois d'affilée après un début de trimestre plus faible.

En décembre, les ventes au détail ont augmenté en Colombie-Britannique (+2,4 %) et en Alberta (+2,0 %). Les magasins de détail ont cependant enregistré un ralentissement des ventes dans les deux provinces au cours de ces derniers mois. Le quatrième trimestre a par conséquent affiché des taux de croissance négatifs pour les deux provinces, alors que les résultats pour les trimestres précédents en 2006 avaient été exceptionnellement bons. Les conditions météorologiques défavorables de la fin de novembre ont pu contribuer au ralentissement des ventes en Colombie-Britannique.

En décembre, les ventes ont encore une fois été fortes pour un deuxième mois consécutif dans chacune des provinces de l'Atlantique, principalement en raison des ventes des stations-service. Des hausses ont été enregistrées au Nouveau-Brunswick (+4,1 %), à Terre-Neuve-et-Labrador (+3,0 %), à l'Île-du-Prince-Édouard (+1,8 %) et en Nouvelle-Écosse (+1,5 %).

L'Alberta domine au chapitre des ventes en 2006

Les ventes au détail en Alberta ont enregistré en 2006 la progression la plus rapide de tous les temps, portant le taux de croissance du commerce de détail canadien à son niveau le plus élevé depuis 1997.

Bien que toutes les provinces et tous les territoires aient indiqué un accroissement du commerce de détail en 2006, l'Alberta est arrivée en tête, ayant enregistré un bond remarquable de 16,2 % par rapport au taux de croissance déjà impressionnant de 12,1 % réalisé en 2005. L'Alberta a ainsi enregistré le meilleur taux de croissance au pays pour une troisième année consécutive. De plus, la province a été la seule en 2006, également pour une troisième année consécutive, à indiquer une progression des ventes de 10 % ou plus.

En excluant l'Alberta, le commerce de détail dans le reste du Canada a connu une hausse de 4,9 % en 2006.

Quatre groupes de commerce de détail indiquent une croissance de 10 % ou plus

Dans l'ensemble, 4 des 18 groupes de commerce de détail ont connu en 2006 des taux de croissance de 10 % ou plus. Les concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces viennent en tête en 2006, ayant affiché une hausse des ventes de l'ordre de 15,9 %, qui sont passées à 17,8 milliards de dollars. Stimulée par de solides ventes de véhicules récréatifs, cette hausse est de loin supérieure à celle de 5,3 % enregistrée en 2005 et représente le plus fort taux de croissance de ce groupe depuis le début de la série en 1991.

Ayant enregistré un taux de croissance de 13,3 %, les ventes de 5,4 milliards de dollars réalisées par les magasins d'accessoires de maison ont permis à ce groupe de commerce de se classer au deuxième rang en 2006.

Vient ensuite la croissance de 12,3 % des ventes au détail des centres de rénovation et des quincailleries, qui ont totalisé 20,4 milliards de dollars. La croissance de ce groupe de commerce a dépassé celle de l'ensemble du commerce de détail chaque année depuis 2001.

Les ventes des pharmacies et des magasins de produits de soins personnels ont augmenté de 10,9 % pour atteindre 26,6 milliards de dollars en 2006, soit plus du double de la croissance de 5,2 % observée en 2005 et la progression la plus rapide depuis le début de la série.

Bien que le taux de croissance ait été inférieur à 10 %, les ventes des magasins de vêtements ont totalisé 17,3 milliards de dollars (+7,3 %). Il s'agit du taux le plus élevé observé depuis 1994.

Les principaux groupes de commerce enregistrent des taux variables de croissance des ventes au détail

Les ventes des concessionnaires d'automobiles neuves ont totalisé 74,8 milliards de dollars en 2006, en hausse de 4,0 % par rapport au taux de croissance de 5,6 % indiqué en 2005, ce qui, pour une quatrième année consécutive, est néanmoins inférieur à la croissance globale des ventes au détail au Canada. Selon l'Enquête sur les ventes de véhicules automobiles neufs, le nombre d'unités vendues a totalisé 1 666 327, en hausse de 2,2 % par rapport à 2005.

Les ventes des supermarchés ont légèrement augmenté de 0,6 %, se situant à 63,1 milliards de dollars. Ce taux est très inférieur à la croissance moyenne de 5,1 % dont ce groupe de commerce bénéficie annuellement depuis 2002 et représente le plus faible taux de croissance depuis 1996.

Les ventes de 46,7 milliards de dollars des magasins de marchandises diverses (qui comprennent les grands magasins, les clubs-entrepôts, les hypermarchés ainsi que les magasins de fournitures pour la maison et l'auto) ont progressé de 7,0 % en 2006, soit le plus fort taux de croissance de ce groupe de commerce depuis 1997.

Malgré la volatilité des données mensuelles, les ventes des stations-service ont atteint 42,0 milliards de dollars en 2006, soit une hausse annuelle de 9,4 %. Il s'agit toutefois d'une baisse par rapport aux récentes croissances d'au moins 10 % enregistrées en 2004 (+11,4 %) et en 2005 (+15,1 %).

Un examen plus détaillé du commerce de détail en 2006 sera diffusé au printemps.

Indicateurs connexes pour janvier

En janvier, l'emploi a progressé d'environ 89 000, poursuivant ainsi la tendance à la hausse amorcée en septembre 2006. Le taux de chômage a augmenté de 0,1 point de pourcentage en janvier pour s'établir à 6,2 %, soit un résultat attribuable au nombre croissant de personnes qui entrent sur le marché du travail et qui sont à la recherche d'un emploi.

Les données provisoires sur les ventes de l'industrie automobile montrent que ces dernières ont baissé d'environ 4 % en janvier, ce qui est entièrement attribuable à la faible demande de voitures particulières.

D'après la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le taux annuel désaisonnalisé des mises en chantier a augmenté, passant de 212 600 unités en décembre à 249 300 unités en janvier.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 080-0014 à 080-0017.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2406 et 2408.

À la fin de chaque année civile, les données mensuelles désaisonnalisées font l'objet d'une révision afin de les faire correspondre au total des estimations non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées révisées pour la période de septembre à novembre 2006 sont présentées ce mois-ci. La révision complète des données désaisonnalisées de l'année civile 2006 sera diffusée en avril. Toutes les comparaisons annuelles du présent communiqué sont fondées sur la somme des estimations mensuelles non désaisonnalisées.

Toutes les données faisant référence à décembre sont désaisonnalisées.

Le numéro de décembre 2006 de la publication *Commerce de détail* (63-005-XWF, gratuite) sera offert sous peu.

Les données de janvier sur le commerce de détail seront diffusées le 21 mars.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3549 ou composez sans frais le 1-877-421-3067 (detaillantsinfo@statcan.ca). Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Serge Grenier au 613-951-3566, Division de la statistique du commerce.

□

Ventes au détail

	Décembre 2005	Septembre 2006 ^r	Octobre 2006 ^r	Novembre 2006 ^r	Décembre 2006 ^p	Novembre à décembre 2006	Décembre 2005 à décembre 2006
Données désaisonnalisées							
	en millions de dollars					variation en %	
Automobile	10 766	11 080	10 975	11 214	11 631	3,7	8,0
Concessionnaires d'automobiles neuves	6 085	6 331	6 317	6 365	6 593	3,6	8,4
Concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	1 336	1 510	1 464	1 474	1 510	2,5	13,1
Stations-service	3 345	3 239	3 195	3 375	3 527	4,5	5,4
Magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques	2 203	2 340	2 332	2 340	2 352	0,5	6,8
Magasins de meubles	769	801	805	803	803	0,0	4,4
Magasins d'accessoires de maison	429	455	449	462	470	1,6	9,4
Magasins d'ordinateurs et de logiciels	138	129	126	125	129	2,9	-6,4
Magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers	867	954	952	950	951	0,1	9,7
Magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison	1 977	2 120	2 107	2 128	2 178	2,3	10,1
Centres de rénovation et quincailleries	1 608	1 732	1 713	1 734	1 764	1,7	9,7
Magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage	369	388	394	394	413	5,0	11,9
Magasins d'alimentation et de boissons	7 281	7 368	7 391	7 385	7 415	0,4	1,8
Supermarchés	5 326	5 270	5 284	5 282	5 334	1,0	0,1
Dépanneurs et magasins d'alimentation spécialisés	759	811	814	816	811	-0,7	6,8
Magasins de bière, de vin et de spiritueux	1 195	1 287	1 293	1 287	1 271	-1,3	6,3
Pharmacies et magasins de produits de soins personnels	2 057	2 275	2 263	2 267	2 287	0,9	11,1
Magasins de vêtements et d'accessoires	1 789	2 006	1 929	1 876	1 968	4,9	10,0
Magasins de vêtements	1 359	1 533	1 467	1 427	1 497	4,9	10,2
Magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et bijouteries	431	472	462	449	471	4,9	9,4
Magasins de marchandises diverses	3 715	3 987	3 934	3 871	3 971	2,6	6,9
Détaillants divers	1 602	1 688	1 695	1 648	1 687	2,4	5,3
Magasins d'articles de sports, de passe-temps, de musique et librairies	809	875	863	830	863	4,0	6,7
Magasins de détail divers	793	813	832	818	824	0,7	4,0
Total des ventes au détail	31 391	32 864	32 628	32 729	33 488	2,3	6,7
Total, excluant les concessionnaires d'automobiles neuves, de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	23 970	25 023	24 847	24 890	25 384	2,0	5,9
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	501	504	505	519	535	3,0	6,6
Île-du-Prince-Édouard	122	123	122	125	127	1,8	4,4
Nouvelle-Écosse	918	945	929	941	955	1,5	4,0
Nouveau-Brunswick	715	737	726	746	777	4,1	8,6
Québec	6 975	7 320	7 216	7 271	7 403	1,8	6,1
Ontario	11 551	11 734	11 673	11 762	12 098	2,9	4,7
Manitoba	1 041	1 120	1 097	1 118	1 122	0,4	7,8
Saskatchewan	922	993	974	977	994	1,7	7,9
Alberta	4 301	4 805	4 804	4 780	4 877	2,0	13,4
Colombie-Britannique	4 240	4 470	4 471	4 380	4 486	2,4	5,8
Yukon	37	39	39	37	40	7,8	9,1
Territoires du Nord-Ouest	48	50	50	51	52	2,1	8,9
Nunavut	21	22	22	22	21	-5,0	3,1

^r révisé

^p provisoire

Ventes au détail

	Décembre 2005	Novembre 2006 ^r	Décembre 2006 ^p	Décembre 2005 à décembre 2006
Données non désaisonnalisées				
	en millions de dollars			variation en %
Automobile	9 387	10 474	9 885	5,3
Concessionnaires d'automobiles neuves	5 181	5 968	5 466	5,5
Concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	1 023	1 326	1 118	9,3
Stations-service	3 183	3 179	3 302	3,7
Magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques	3 339	2 516	3 541	6,0
Magasins de meubles	899	847	935	3,9
Magasins d'accessoires de maison	572	540	620	8,4
Magasins d'ordinateurs et de logiciels	174	126	158	-9,3
Magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers	1 695	1 003	1 829	7,9
Magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison	1 617	2 111	1 751	8,3
Centres de rénovation et quincailleries	1 328	1 736	1 432	7,8
Magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage	288	375	319	10,6
Magasins d'alimentation et de boissons	8 767	7 156	8 810	0,5
Supermarchés	6 068	5 151	5 997	-1,2
Dépanneurs et magasins d'alimentation spécialisés	842	764	889	5,5
Magasins de bière, de vin et de spiritueux	1 857	1 241	1 925	3,7
Pharmacies et magasins de produits de soins personnels	2 457	2 288	2 685	9,3
Magasins de vêtements et d'accessoires	3 080	2 079	3 348	8,7
Magasins de vêtements	2 262	1 604	2 447	8,2
Magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et bijouteries	817	475	901	10,2
Magasins de marchandises diverses	5 728	4 346	6 046	5,6
Détaillants divers	2 439	1 706	2 538	4,0
Magasins d'articles de sports, de passe-temps, de musique et librairies	1 448	894	1 521	5,0
Magasins de détail divers	991	812	1 017	2,7
Total des ventes au détail	36 814	32 676	38 605	4,9
Total, excluant les concessionnaires d'automobiles neuves, de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	30 610	25 382	32 021	4,6
Provinces et territoires				
Terre-Neuve-et-Labrador	602	548	633	5,1
Île-du-Prince-Édouard	141	121	147	3,6
Nouvelle-Écosse	1 108	952	1 135	2,5
Nouveau-Brunswick	831	755	885	6,5
Québec	7 680	7 148	8 060	4,9
Ontario	13 907	11 958	14 346	3,2
Manitoba	1 226	1 117	1 279	4,3
Saskatchewan	1 073	959	1 129	5,2
Alberta	5 023	4 743	5 561	10,7
Colombie-Britannique	5 102	4 271	5 303	3,9
Yukon	41	34	43	5,9
Territoires du Nord-Ouest	54	48	59	8,4
Nunavut	24	21	25	2,8

^r révisé

^p provisoire

Étude : Aller chez le médecin

2005

Plus des trois quarts des Canadiens âgés de 18 à 64 ans ont déclaré avoir consulté un médecin au moins une fois en 2004, et le quart avaient consulté un spécialiste. Une nouvelle étude permet de mieux comprendre les facteurs qui entrent en jeu lorsqu'une personne cherche à consulter un médecin ou un spécialiste.

L'étude, diffusée aujourd'hui dans la publication *Rapports sur la santé*, permet de constater que les besoins individuels de services de santé, tels que mesurés par la présence d'un problème de santé chronique et par l'autoévaluation de la santé générale et mentale, demeurent un facteur déterminant dans la décision des Canadiens de consulter un médecin.

Toutefois, lorsqu'on tient compte des besoins en matière de santé, d'autres facteurs, dont le revenu du ménage, sont associés indépendamment au fait de consulter un médecin.

Ces facteurs comprennent notamment l'âge et le sexe, la race, la langue et le lieu de résidence (en région urbaine ou rurale).

L'étude, qui est fondée sur des données tirées de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) de 2005, a permis de constater que les personnes de 18 à 64 ans et les personnes âgées appartenant aux groupes de revenu du ménage les plus élevés étaient plus susceptibles que les autres dans les ménages à revenu moyen d'avoir consulté un omnipraticien l'année précédente (c'est-à-dire au cours de l'année qui a précédé l'enquête), tandis que les personnes vivant dans les ménages à revenu plus faible étaient moins susceptibles de l'avoir fait.

Par ailleurs, les personnes de 18 à 64 ans et les personnes âgées vivant dans les ménages ayant les revenus les plus élevés étaient plus portées à consulter un spécialiste.

Des études antérieures ont permis d'établir des associations entre l'utilisation des services de soins de santé au Canada et les facteurs socioéconomiques, même après l'introduction de l'assurance-maladie universelle. Les données provenant de l'ESCC de 2005 viennent appuyer ces résultats, du moins en ce qui concerne les visites chez le médecin.

Plus des trois quarts de la population adulte avaient consulté un médecin au moins une fois

Selon les données de l'ESCC, 77 % de la population âgée de 18 à 64 ans, soit environ 15,8 millions de personnes, ont déclaré avoir consulté un omnipraticien au moins une fois l'année précédente.

Environ le quart de ces personnes avaient consulté un omnipraticien quatre fois ou plus, et environ la même proportion avaient vu un spécialiste.

Les contacts avec un médecin étaient encore plus fréquents chez les personnes âgées. Près de 9 personnes âgées sur 10 (soit 3,4 millions de personnes) ont indiqué avoir consulté un omnipraticien, et 44 % l'avaient fait quatre fois ou plus. Plus du tiers des personnes âgées avaient rendu visite à un spécialiste.

Les Autochtones et les personnes de race noire étaient moins susceptibles que les autres de consulter un spécialiste

Chez les personnes de 18 à 64 ans, la cote exprimant les chances de consulter un omnipraticien à plusieurs reprises était plus élevée pour les Autochtones que pour les personnes de race blanche.

En revanche, les Autochtones de tous âges étaient moins susceptibles que les personnes de race blanche d'avoir rendu visite à un spécialiste au cours de l'année qui a précédé l'enquête.

Chez les personnes âgées, la cote exprimant les chances d'avoir consulté un omnipraticien l'année précédente était environ trois fois plus élevée pour les personnes de race noire que pour les personnes de race blanche. Mais, tant chez les 18 à 64 ans que chez les personnes âgées, la cote exprimant les chances d'une consultation avec un spécialiste était de moitié inférieure pour les personnes de race noire que pour les personnes de race blanche.

La cote exprimant les chances de consulter un médecin était plus élevée chez les femmes

Il a été constaté systématiquement que les femmes utilisent les services médicaux plus fréquemment que les hommes.

Les données de l'ESCC révèlent que, comparativement aux cotes correspondantes chez les hommes, les cotes exprimant les chances de déclarer une visite chez un omnipraticien, plusieurs visites chez un omnipraticien et une consultation avec un spécialiste étaient plus élevées chez les femmes de 18 à 64 ans, même après avoir tenu compte des effets d'un problème de santé chronique ou de l'autoévaluation de la santé.

Ces constatations restaient vraies si l'on excluait de l'analyse les femmes qui étaient enceintes ou qui avaient accouché au cours de l'année qui a précédé l'enquête.

Parmi les personnes âgées, la cote exprimant les chances d'une consultation avec un médecin chez les femmes ressemblait statistiquement à celle observée chez les hommes. En revanche, les femmes

âgées étaient nettement moins susceptibles que leurs homologues masculins de consulter un spécialiste.

Les habitants des régions rurales étaient moins enclins que ceux des régions urbaines à consulter un spécialiste

Les prestataires de services de santé, particulièrement les médecins spécialistes, ont tendance à être regroupés dans les zones urbaines. Pour les personnes habitant les régions rurales, l'accès aux spécialistes n'est pas toujours commode.

Les données tirées de l'ESCC indiquent que les habitants des régions rurales étaient tout aussi susceptibles que les habitants des régions urbaines de consulter un médecin.

Par ailleurs, chez les habitants des régions rurales (tant parmi les personnes âgées que parmi le groupe des 18 à 64 ans), la cote exprimant les chances de consulter un médecin à plusieurs reprises était beaucoup plus élevée que chez leurs homologues citadins.

Le recours aux services de spécialistes était toutefois moins fréquent chez les personnes vivant

dans les régions rurales. En effet, la cote exprimant les chances d'une visite chez un spécialiste était nettement plus faible pour ces personnes que pour les habitants des régions urbaines.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3226.

L'article intitulé «Aller chez le médecin» paraît intégralement dans le plus récent numéro de la publication *Rapports sur la santé*, vol. 18, n° 1 (82-003-XWF, gratuite), qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Didier Garriguet au 613-951-7187 (didier.garriguet@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Pour obtenir plus de renseignements sur la publication *Rapports sur la santé*, communiquez avec Christine Wright au 613-951-1765 (christine.wright@statcan.ca), Division de la statistique de la santé. ■

Étude : Deuxièmes naissances ou naissances subséquentes chez les adolescentes 2003

Les adolescentes étaient beaucoup moins susceptibles d'avoir mis au monde deux enfants ou plus en 2003 qu'elles ne l'étaient une décennie auparavant, selon un article fondé sur les données de l'état civil et diffusé dans le plus récent numéro de la publication *Rapports sur la santé*.

Pourtant, entre 1993 et 2003, on estime à 25 000 le nombre d'adolescentes qui ont donné naissance à un deuxième enfant ou à un enfant subséquent.

L'étude montre que, au cours de cette décennie, le taux de deuxièmes naissances ou de naissances subséquentes chez les adolescentes a diminué de moitié.

En effet, pour 1 000 jeunes filles de 15 à 19 ans en 1993, 4,8 d'entre elles ont donné naissance à leur deuxième enfant ou à un enfant subséquent cette année-là. En 2003, ce taux ne s'établissait qu'à 2,4.

Vu sous un autre angle, 18,5 % de toutes les naissances chez les adolescentes représentaient une deuxième naissance ou une naissance subséquente en 1993. En 2003, cette proportion avait fléchi pour se fixer à 15,2 %.

(Les données portent sur toutes les provinces sauf l'Ontario. En 1996, l'Ontario a commencé à prélever des frais pour l'enregistrement d'une naissance et, depuis, on estime que jusqu'à 3 % des naissances dans cette province n'ont pas été enregistrées. Cette situation est particulièrement probable dans le cas de naissances d'enfants mis au monde par une mère adolescente.)

Les taux de fécondité chez les adolescentes diminuent presque de façon soutenue depuis le milieu des années 1970. En 2003, le taux de naissances vivantes chez les jeunes filles de 15 à 19 ans ne représentait que le septième du taux chez les femmes de 25 à 34 ans.

Avoir un enfant à un âge précoce peut entraîner de graves conséquences, tant chez l'enfant que chez la mère.

Selon l'étude, les adolescentes qui avaient eu deux enfants ou plus habitaient en forte proportion dans des quartiers à faible revenu.

En outre, la proportion de deuxièmes naissances ou de naissances subséquentes pour lesquelles le poids à la naissance était faible (soit de moins de 2 500 grammes) était considérablement plus élevée chez les mères adolescentes que chez celles de 25 à 34 ans.

Les chances de survie d'un nouveau-né sont étroitement liées à son poids à la naissance. Les

nourrissons pesant moins de 2 500 grammes à la naissance ont un taux de mortalité plus élevé et des problèmes de santé physique plus fréquents que ceux dont le poids à la naissance est normal.

Le taux de deuxièmes naissances ou de naissances subséquentes chez les adolescentes varie d'une région à l'autre du pays.

Au Nunavut, le taux affiché entre 2001 et 2003 était 12 fois plus élevé que le taux national moyen. Au Manitoba et en Saskatchewan, le taux était près de trois fois plus élevé que le taux national moyen.

Ce même taux était inférieur à la moyenne nationale en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Colombie-Britannique.

L'article intitulé «Deuxièmes naissances ou naissances subséquentes chez les adolescentes» paraît intégralement dans le plus récent numéro de la publication *Rapports sur la santé*, vol. 18, n° 1 (82-003-XWF, gratuite), qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Didier Garriguet au 613-951-7187 (didier.garriguet@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Pour obtenir plus de renseignements sur la publication *Rapports sur la santé*, communiquez avec Christine Wright au 613-951-1765 (christine.wright@statcan.ca), Division de la statistique de la santé. ■

Étude : Les jeunes retraités

1989 à 2004

Environ un travailleur sur cinq commence à toucher un revenu d'un régime privé de pension avant son 60^e anniversaire, d'après une nouvelle étude qui examine l'effet potentiel de ces départs à la retraite anticipée sur l'offre de main-d'oeuvre.

Étant donné que ces retraités relativement jeunes ne sont généralement pas encore admissibles aux prestations de régimes de retraite publics et qu'ils peuvent s'attendre à une espérance de vie relativement longue, ils devraient aussi être plus susceptibles que les retraités plus âgés de retourner au travail.

Si l'étude a bel et bien montré que la majorité des plus jeunes retraités continuent de faire un peu de travail rémunéré, la participation de ces retraités au marché du travail est relativement faible et diminue avec l'âge.

D'après cette étude, parue aujourd'hui dans *L'emploi et le revenu en perspectives*, au moins la moitié des personnes dans la cinquantaine et récemment

retraitées avaient au moins quelque revenu d'emploi durant l'année suivant la date à laquelle ils ont commencé à toucher leur pension.

Mais si on élève la limite du revenu de travail à seulement 5 000 \$, cette proportion tombe à moins d'un tiers.

À partir des données fiscales de la Banque des données administratives longitudinales, l'étude examine les tendances en matière d'accès à une pension et d'emploi postérieur à la retraite pendant les années 1990 et le début des années 2000.

Les données montrent clairement une reprise du «retour au travail» chez les jeunes retraités depuis le milieu des années 1990. Mais pendant les années 2000, les taux sont restés pratiquement inchangés.

Par conséquent, il est peu probable que ces jeunes retraités représenteront une source importante d'offre de travail dans les années à venir.

Comme la plupart des régimes de pension prévoient des pénalités importantes en cas d'encaissement de la pension avant l'âge de 55 ans, la retraite avant cet âge est un événement rare.

En moyenne, moins de 1 % des travailleurs âgés de 50 à 54 ans commencent à toucher des prestations de pension. Puisque les pénalités prévues dans beaucoup de grands régimes diminuent à l'âge de 55 ans, le taux d'accès à une pension grimpe pour atteindre environ 4,5 % des travailleurs et ne surpasse pas ce niveau jusqu'à l'âge de 60 ans.

Aussi, la perte potentielle d'offre de travail est illustrée par un écart élevé entre les pensionnés et les non-pensionnés en matière de participation au marché du travail. Cet écart est évident à l'âge de 50 ans et s'élargit dans les groupes d'âge plus élevés.

Parmi ceux qui ont commencé à toucher une pension à l'âge de 50 ans en 2003, 71 % ont gagné un certain revenu d'emploi l'année suivante, contre 87 % des non-pensionnés du même âge. À l'âge de 59 ans, les pourcentages correspondants étaient de 46 % et 76 %.

L'étude a révélé un écart important entre les taux d'emploi postérieur à la pension des hommes et des femmes. En 2004, par exemple, un jeune homme pensionné sur trois a touché au moins 5 000 \$ d'un emploi l'année suivant sa retraite. Par contre, cela a été le cas d'un quart de leurs homologues femmes.

D'autres études ont montré que les femmes continuent de consacrer plus de temps aux tâches ménagères et aux soins des personnes âgées, ce qui peut expliquer leur taux plus faible de retour au travail.

Les jeunes retraités remplacent presque les deux tiers de leur revenu d'avant la retraite, ce qui est proche de la limite supérieure des taux de remplacement recommandés. Plus de 60 % de leur revenu provient d'une pension, suivi d'un revenu d'emploi (24 %) d'autres revenus du marché, notamment des REER et d'autres investissements (10 %).

L'étude a également montré que les jeunes retraités occupaient des postes relativement bien payants. Le salaire médian des hommes avant la pension s'élevait à plus de 60 000 \$, contre un peu plus de 40 000 \$ pour ceux qui ne touchaient pas de pension l'année suivante.

Les femmes ont touché moins que les hommes dans les deux groupes (pensionnés et non-pensionnés), mais, comparativement aux hommes, celles qui étaient pensionnées avaient un avantage salarial encore plus grand avant la retraite. Dans chaque période, les femmes qui ont commencé à percevoir leur pension touchaient environ deux tiers de plus que le salaire médian de leurs homologues travailleuses.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4107.

L'article intitulé «Les jeunes retraités» figure dans le numéro en ligne de février 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 8, n° 2 (75-001-XWF, gratuit), lequel est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ted Wannell au 613-951-3546 (ted.wannell@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages. ■

Grandes entreprises de transport urbain

Décembre 2006 (données provisoires)

Le nombre total de passagers des 10 principaux réseaux de transport urbain au Canada a été de 3,1 % plus élevé en décembre 2006 que lors du même mois en 2005.

Environ 120,3 millions de voyages de passagers ont été effectués sur ces réseaux urbains en décembre. Ces réseaux représentent environ 80 % du transport urbain total au Canada.

Les voyages ont généré des recettes de 198,2 millions de dollars en décembre (sans les subventions), en hausse de 8,2 % par rapport à décembre 2005.

Données stockées dans CANSIM : tableau 408-0004.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 2745.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-866-500-8400 (*statistiquesdutransport@statcan.ca*), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0009. ■

**Agence canadienne d'inspection des
aliments : sondage auprès des employés
2006**

Il est maintenant possible de consulter les données de 2006 pour le sondage auprès des employés de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 5086.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3321 ou composez sans frais le 1-800-461-9050 (*des@statcan.ca*), Division des enquêtes spéciales. Télécopieur : 613-951-4527. ■

Nouveaux produits

L'emploi et le revenu en perspective, février 2007,
vol. 8, n^o 2
Numéro au catalogue : 75-001-XWF
(gratuit).

Rapports sur la santé, vol. 18, n^o 1
Numéro au catalogue : 82-003-XP (22 \$/63 \$).

Rapports sur la santé, vol. 18, n^o 1
Numéro au catalogue : 82-003-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catégorie 1 - OCIF (English) 11-0761/ISSN 1296-4613



Le Jeudi 8 juin 1997
Pour être notifié à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996**
Malgré la crise de confiance des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quatre-vingt déplacements au travail pour aller au travail par transport urbain, soit le même chiffre que enregistré au cours des 25 dernières années. 5
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996**
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, le secteur de la production des entreprises manufacturières en 1996 a été caractérisé par une forte valeur ajoutée. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- **Index de l'offre d'emploi, mai 1997** 10
- **Équilibre sur les entreprises à court terme** 11
- **Adaptation des entreprises au marché de la main-d'œuvre le 31 mai 1997** 11
- **Production d'œufs, avril 1997** 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistic Canada 

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.